



MARCHES DE L'OFFICE NATIONAL DES FORÊTS

ACHAT DE PRESTATIONS DE SERVICES FORESTIERS

REGLEMENT DE LA CONSULTATION

APPEL D'OFFRES OUVERT EUROPEEN

passé en application des articles L.2113-10 et R.2113-1, L.2124-2 et R.2124-2, R.2161-2 à R.2161-5 du Code de la commande publique)

ACCORD-CADRE A EXECUTION MIXTE

Marché n° 2025-8400-002

Objet de la consultation

Le présent marché a pour objet la réalisation de prestations de services forestiers.

L'objet est de couvrir l'ensemble des récoltes de feuillus et de résineux requérant des techniques spéciales de travaux en hauteur (grimpe d'arbre, escalade, alpinismes, etc.) et directement planifiées par la sécherie de la Joux – 39 – Jura -. Les prestations se feront dans la France entière sur des forêts publiques et privées.

Pouvoir adjudicateur

Office National des Forêts
Direction Territoriale de Bourgogne Franche-Comté
Agence Etudes et Travaux
14 rue Gabriel Plançon - CS 51581- 25 010 BESANCON cedex

Personne signataire de l'accord-cadre

La personne signataire de l'accord-cadre est Monsieur MOREL Pierre-Jean, Directeur Territorial de l'Office National des Forêts.

Date d'envoi de l'avis d'appel public à la concurrence :	JOUE : 29/01/2025 Site internet : www.marches-publics.gouv.fr
Date et heure limite de remises des offres :	Le mardi 11 mars 2025 à 12 h 00

1 IDENTIFICATION DU POUVOIR ADJUDICATEUR

1.1. Pouvoir adjudicateur

Le pouvoir adjudicateur est l'Office National des Forêts, Direction territoriale de Bourgogne-Franche-Comté, Agence Etudes et Travaux, établissement public à caractère industriel et commercial, immatriculé sous le numéro unique d'identification SIRET 662 043 116 033 01 dont le siège est 14 rue Plançon – CS 51581 – 25010 BESANCON cedex 3.

1.2. Personne habilitée à donner les renseignements prévus aux articles R.2191-60 et R.2191-61 du code de la commande publique (nantissements ou cessions de créances)

La personne habilitée à donner les renseignements est le responsable territorial des achats de Bourgogne – Franche Comté :

Olivier PETITLAURENT
14, Rue Plançon – CS 51581
25010 BESANCON Cedex
Portable : 06.22.11.38.85
Email : olivier.petitlaurent@onf.fr

1.3. Personnes auprès desquelles des renseignements d'ordre juridique, administratif ou technique peuvent être obtenus

La personne habilitée à donner des renseignements d'ordre technique est le responsable de l'unité de production Sécherie de la Joux :

Emeric BOSSIS
Montrainçon - 39300 SUPT
Portable : 06 26 55 60 14 – Email : emeric.bossis@onf.fr

La personne habilitée à donner des renseignements d'ordre juridique et administratif est le responsable territorial des achats de Bourgogne – Franche Comté :

Olivier PETITLAURENT
14, Rue Plançon – CS 51581
25010 BESANCON Cedex
Portable : 06.22.11.38.85 - Email : olivier.petitlaurent@onf.fr

2 CADRE DE L'ACCORD-CADRE

2.1. Objet de l'accord cadre

Le présent accord-cadre a pour objet la réalisation de prestations de services forestiers.

L'objet est de couvrir l'ensemble des récoltes de feuillus et de résineux requérant des techniques spéciales de travaux en hauteur (grimpe d'arbre, escalade, alpinismes, etc.) et directement planifiées par la sécherie de la Joux – 39 – Jura -. Les prestations se feront dans la France entière sur des forêts publiques et privées.

L'exécution de ce marché est régie par les Clauses Générales d'Achats des prestations de services forestiers dans sa version 9200-17-DCC-SAM-001– version F – mai 2022. – Document joint au dossier de consultation. Par extension, ces mêmes clauses s'appliquent également aux prestations réalisées sur des forêts publiques et privées.

Les prestations effectuées dans le cadre de ce marché doivent être réalisées conformément aux dispositions du Cahier National des Prescriptions des Travaux et Services Forestiers (CNPTSF). Ce document de référence rassemble l'ensemble des prescriptions s'appliquant aux travaux et services forestiers (hors exploitation des bois). - Document joint au dossier de consultation. Par extension, ces mêmes clauses s'appliquent également aux prestations réalisées sur des forêts publiques et privées.

2.2. Classification CPV

La référence à la nomenclature communautaire (nomenclature CPV) est la suivante :

77200000-2	Services sylvicoles.
------------	----------------------

3 CARACTERISTIQUES DE L'ACCORD-CADRE

3.1. Forme de l'accord-cadre

Il s'agit d'un accord cadre à exécution mixte s'exécutant par bons de commandes et par marchés subséquents en application des articles L.2162-1 et R.2162-1 à R.2162-14 du code de la commande publique.

3.2. Décomposition en lots

La consultation est constituée de 11 lots, tous à exécution mixte, chacun donnant lieu à un marché, décrits ci-dessous :

Lots	Prestations principales
1	Récoltes Abies
2	Récoltes Epicéa
3	Récoltes Erables
4	Récoltes Fruitiers
5	Récoltes Pins Noirs
6	Récoltes Divers Pins
7	Récoltes Pins Maritimes
8	Récoltes Mélèzes
9	Récoltes Cèdres
10	Récoltes Pins sylvestres / Pins à crochets
11	Récoltes Quercus

Les quantités récoltées (en hectolitres) pour les cinq dernières campagnes des essences concernées sont indiquées au point 16.2 du CCATP.

Pour chaque lot, la quantité annuelle maximale est 2 fois le montant estimatif de commande annuelle.

Il n'y a pas d'engagement de la part du pouvoir adjudicateur concernant la réalisation de quantités ou de montants de commandes, qu'ils soient minimaux ou maximaux. Les quantités ou montants sont donnés à titre purement indicatif afin que chaque candidat puisse vérifier ses capacités techniques et humaines à exécuter les prestations demandées.

Les commandes en marché subséquent n'entrent pas dans les quantités estimatives de commandes.

Les lots sont par espèces à récolter mais la mobilité est demandée sur la France entière.

Les prestations complémentaires sont précisées dans l'Acte d'Engagement.

3.3. Modalités d'attribution de l'accord-cadre

Chaque lot est attribué à trois candidats au maximum.

Les candidats peuvent présenter une offre pour un, plusieurs ou la totalité des lots de la consultation.

Un candidat qui présente une offre à un, plusieurs ou la totalité des lots devra obligatoirement indiquer un ordre de préférence pour chaque lot soumissionné. Ces données sont à renseigner sur la fiche de renseignements du dossier de candidature.

L'attribution des lots se fera sur décision du pouvoir adjudicateur, après application des critères d'attribution et, vérification de la capacité technique et humaine du candidat à réaliser un ou plusieurs lots. Un contact du soumissionnaire par le pouvoir adjudicateur avant l'attribution de l'accord-cadre sera possible afin de vérifier avec lui sa capacité à exécuter les lots et recueillir son accord.

3.4. Modalité d'attribution des bons de commandes

L'attribution des bons de commandes se fera, pour chaque commande, selon une répartition en cascade : les bons de commande seront adressés à chacun des titulaires en fonction de leur classement lors de l'attribution du marché, selon la méthode dite « en cascade ». Ils seront donc d'abord adressés au prestataire dont l'offre a été classée en première position, puis au deuxième dans le cas où le premier n'a pas la capacité à réaliser la prestation et enfin au troisième si les deux premiers ne peuvent réaliser la prestation faisant l'objet de la commande.

Il convient de noter que si l'attributaire numéro 1 a la capacité de réaliser l'ensemble des prestations faisant l'objet des bons de commande, les attributaires suivants ne recevront pas de commandes.

3.5. Lieu d'exécution

Les prestations du marché seront exécutées sur la France entière – le lieu précis d'exécution sera indiqué lors de la commande.

Il est possible de se rapporter aux fichiers de l'INRAE pour les peuplements identifié / sélectionné / testé / qualifié. Les communes et l'adresse de localisation de chaque peuplement pour chacune des catégories y sont renseignées.

3.6. Durée et prise d'effet de l'accord-cadre

La durée du présent marché est de douze (12) mois à compter de sa date de notification. Le marché est reconductible dans les mêmes termes trois fois un (1) an par tacite reconduction sans que sa durée ne puisse excéder quatre (4) ans.

En cas de non-reconduction, l'ONF notifiera sa décision au titulaire par lettre recommandée avec accusé de réception, 2 mois au plus tard avant l'échéance en cours.

L'émission des bons de commande ne pourra intervenir que pendant la durée de validité de l'accord-cadre. Les bons de commande peuvent être émis jusqu'au dernier jour de validité de l'accord-cadre. Dans ce cas, leur durée d'exécution est fixée à deux mois maximum.

3.7. Modalités d'attribution des lots infructueux.

Dans l'hypothèse où un ou plusieurs lots de l'accord-cadre seraient infructueux partiellement ou totalement, l'ONF pourra signer, si besoin, des marchés négociés sans publicité ni mise en concurrence avec autant de prestataires que de besoin pour répartir la prestation non attribuée.

3.8. Variantes et/ou prestations supplémentaires éventuelles (PSE)

Les variantes ne sont pas autorisées.

Il est proposé une prestation supplémentaire éventuelle : le chargement des camions. La réponse à cette prestation est obligatoire.

Le pouvoir adjudicateur peut décider de retenir la PSE uniquement si elle est associée à l'offre retenue après examen des offres.

3.9. Prestations similaires

En cas d'éventuels achats similaires le pouvoir adjudicateur pourra recourir aux modifications des marchés (art R.2194-1 à R.2194-9 du code de la commande publique), aux marchés ayant pour objet la réalisation de prestations similaires (art R.2122-7 du code de la commande publique).

4. CARACTERISTIQUES DE LA CONSULTATION

4.1 Délai de validité des offres

Le délai de validité des offres est de 90 jours.

Il court à compter de la date limite fixée pour la remise des offres.

4.2 Nature des contractants

Les candidats ne sont pas autorisés à présenter pour un même lot plusieurs offres en agissant à la fois en qualité de candidats individuels ou de membres d'un ou plusieurs groupements.

Conformément à l'article R.2142-19 du code de la commande publique, les opérateurs économiques sont autorisés à se porter candidat sous forme de groupement solidaire ou conjoint, sous réserve du respect des règles relatives à la concurrence.

Le cas échéant et dans les deux formes de groupements, l'un des opérateurs économiques membres du groupement, désigné dans l'acte d'engagement comme mandataire, représentera l'ensemble des membres vis-à-vis du pouvoir adjudicateur, et coordonnera les prestations des membres du groupement.

Les titulaires pourront sous-traiter l'exécution de certaines parties des prestations à condition d'avoir obtenu du pouvoir adjudicateur l'acceptation de chaque sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement. Dans cette hypothèse, les titulaires demeureront personnellement responsables de l'exécution de toutes les obligations résultant de l'accord-cadre

5. MODALITES DE RETRAIT DU DOSSIER DE CONSULTATION DES ENTREPRISES

5.1 Modalités de retrait du dossier

Le dossier de consultation des entreprises est gratuitement mis à disposition par téléchargement sur le site Internet : www.marches-publics.gouv.fr

5.2 Composition du dossier

Le dossier de consultation des entreprises remis aux candidats comporte les pièces suivantes :

- Le présent Règlement de la Consultation (RC) ;
- Le Cahier des Clauses Administratives et Techniques Particulières (CCATP) ;
- L'acte d'engagement (AE) – Bordereau des Prix Unitaires (BPU) (à compléter et retourner) ;
- La fiche de renseignements – mémoire technique (à compléter et retourner) ;
- Les déclarations de candidatures - DC1 et DC2 - (à compléter et retourner) ;
- Le document DC4 (déclaration de sous-traitance) : à retourner en cas de sous-traitance ;
- Les Clauses Générales d'Achats des prestations de services forestiers dans sa version 9200-17-DCC-SAM-001– version F – mai 2022. Par extension, ces mêmes clauses s'appliquent également aux prestations réalisées sur des forêts publiques et privées.;
- Le Cahier National des Prescriptions des Travaux et Services Forestiers (CNPTSF). Ce document de référence rassemble l'ensemble des prescriptions s'appliquant aux travaux et services forestiers (hors exploitation des bois). Par extension, ces mêmes clauses s'appliquent également aux prestations réalisées sur des forêts publiques et privées.

6. MODALITES DE PRESENTATION DES CANDIDATURES ET DES OFFRES

Tous les documents à l'appui de la candidature et de l'offre doivent être rédigés en français. Tous les courriers adressés à l'ONF doivent également être rédigés en français.

Les candidats doivent présenter leur dossier dans les conditions décrites ci-dessous sous peine d'être écartés.

6.1 Modalités de présentation des offres

Conformément à l'article R.2151-6 du code de la commande publique, les dossiers des candidats seront transmis par voie électronique sur la plateforme à l'adresse suivante : <https://www.marches-publics.gouv.fr>

6.2 Date limite de réception des plis

La date limite de remise des offres est fixée au :

MARDI 11 MARS 2025 à 12h00 (heure de Paris, France)

6.3 Contenu du pli

6.3.1 La candidature

Chaque candidat y compris les cotraitants en cas de groupement d'entreprises et les sous-traitants déclarés au moment de l'offre aura à produire un seul dossier de candidature, quel que soit le nombre de lots auquel il a postulé, comprenant les pièces suivantes (les documents DC1, DC2 et DC4 sont joints au dossier de consultation) :

- **La lettre de candidature (DC1)** mentionnant si le candidat se présente seul ou en groupement et, dans ce dernier cas, faisant apparaître les membres du groupement et l'habilitation du mandataire par ses co-traitants.
- Un pouvoir autorisant la personne signataire à engager la société candidate.
- **La déclaration de candidature (DC2)**

Sera annexé à cette déclaration le document suivant :

La copie du ou des jugements autorisant le candidat en situation éventuelle de redressement judiciaire, à poursuivre son activité pendant la durée prévisible d'exécution du marché.

Le cas échéant, le DC4 ou acte spécial relatif à la présentation d'un sous-traitant.

Conformément à l'article R.2143-7 du code de la commande publique, le candidat auquel il est envisagé d'attribuer l'accord-cadre devra produire en outre, avant notification de l'accord-cadre, les documents précisés à l'article 9 du présent règlement de la consultation.

6.3.2 L'offre

Elle comprend les pièces contractuelles suivantes :

1. **La fiche de renseignement – mémoire technique complétée**
2. **L'acte d'engagement incluant le bordereau des prix unitaires dûment complété**

Chacun des documents de l'accord-cadre énumérés ci-dessus doit être impérativement signé et daté par une personne habilitée à engager le candidat – signature électronique non obligatoire, signature manuscrite acceptée -.

Dans le cas de candidatures groupées, les offres présentées par des groupements doivent être signées soit par l'ensemble des entreprises groupées, soit par le mandataire, s'il justifie des habilitations nécessaires pour représenter ces entreprises.

Les candidats peuvent présenter leurs sous-traitants à l'ONF (formulaire DC4), soit à la remise de leur offre, soit en cours d'exécution de l'accord-cadre. Un candidat qui envisage, dès la remise de son offre, de sous-traiter une partie des prestations doit en informer l'ONF. Conformément à l'article 5 de la loi n°75-1334 du 31 décembre 1975, relative à la sous-traitance, le candidat doit alors indiquer la nature et le montant de chacune des prestations qu'il envisage de sous-traiter, ainsi que les sous-traitants auxquels il envisage de faire appel dans les conditions prévues aux articles R.2193-1 à R.2193-4 du code de la commande publique.

NOTA : Dans le cadre de la généralisation de la dématérialisation, les candidats sont invités à indiquer leur adresse électronique (adresse mél). Il conviendra de préciser une adresse généraliste plutôt que nominative afin d'assurer la transmission effective des correspondances.

7. EXAMEN DES PLIS

7.1 Examen des candidatures

Le pouvoir adjudicateur procédera à l'ouverture et à l'examen de l'offre relative à la candidature. Avant de procéder à cet examen, s'il constate que des pièces dont la production était réclamée sont absentes ou incomplètes, il peut décider de demander à tous les candidats concernés de produire ou de compléter ces pièces dans un délai identique pour tous les candidats et qui est fixé à 5 jours.

7.2 Examen des offres

Les offres inappropriées, irrégulières ou inacceptables telles que définies à l'article R.2152-1 alinéa 1 du code de la commande publique seront rejetées. Toutefois, le pouvoir adjudicateur pourra décider de mettre en

œuvre les dispositions de l'article R.2152-1 alinéa 2 et autoriser tous les soumissionnaires concernés à régulariser les offres irrégulières dans un délai approprié, à condition qu'elles ne soient pas anormalement basses.

Pour les candidats dont l'offre peut être examinée, et conformément à l'article R.2152-7 du code de la commande publique, le pouvoir adjudicateur choisira l'offre jugée la plus avantageuse économiquement, selon les critères énoncés et pondérés en pourcentage ci-dessous :

- **Coût de la prestation** **60 %**

- **Valeur technique de l'offre** **40 %**

La valeur technique (et sa notation), est appréciée au regard des sous-critères suivants :

	Nombre de points sur 100
Partie effectifs : Détail des effectifs disponibles et mobilisables par secteur/régions. Notation sur 10 Détail des effectifs mobilisables par période => faire la relation entre le calendrier des récoltes et la disponibilité des effectifs. Notation sur 10 Préciser les autres secteurs d'activités des effectifs et montrer l'absence d'antagonisme avec les périodes des différents lots du marché. Notation sur 10	30
Partie réactivité : Réactivité de l'effectif mobilisable suite au déclenchement d'une récolte => Préciser le temps minimum et maximum nécessaire à la préparation logistique des équipes et au démarrage du chantier.	20
Partie matériel de récolte : Listing du matériel de récolte respectant les normes de sécurité en vigueur (EN 1891, EN 358 EN 567 EN 12841, etc...).	15
Partie formations : Documents d'attestation de suivi de formation SST, etc. : <ul style="list-style-type: none"> • Sécurité • Secourisme • Plan de prévention • Assurances 	10
Partie connaissances en botanique forestière et qualité des récoltes : CV des récolteurs et détails des connaissances en botanique forestière.	15
Partie environnement et qualité de la prestation : Détails de l'organisation et des pratiques influençant l'impact sur l'environnement et sur la qualité de la prestation (Ex : pas d'utilisation de griffes, technique de grimpe douce, respect de l'arbre à récolter).	10

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit d'analyser les offres avant les candidatures.

Les offres seront classées par ordre décroissant au regard de l'ensemble de ces critères.

Concernant le mémoire technique, si le candidat ne répond pas ou n'est pas en capacité de répondre, l'offre sera considérée comme non conforme et donc irrégulière.

- Formule de notation de la valeur technique :

La notation se fera de la façon suivante :

- 0 : pas de réponse au besoin formulé ou hors sujet
- 10 points : très bonne proposition, optimisée et répondant de façon très satisfaisante aux besoins.
- De 1 à 9 : notation suivant la qualité de la proposition technique

Evolution depuis : proposition technique insatisfaisante, non adaptée au besoin formulé,

À : proposition technique de faible qualité, ne collant pas aux préconisations formulées.

Puis : proposition technique de moyenne qualité nécessitant des ajustements mais témoignant de la compréhension des enjeux et du besoin.

Et : Bonne proposition technique répondant de façon satisfaisante aux besoins.

- La notation se fera par nombre entier et application du % de pondération.

Formule de notation du critère prix :

$[1 - (\text{offre considérée} - \text{offre la moins disante}) / (\text{moyenne des offres})] \times \text{poids du critère prix}$

Offre considérée = somme du montant de l'ensemble des lignes des prix de base du lot considéré avec pour certaines lignes l'application d'un coefficient 2 – voir sur l'Acte d'engagement - + (Prix forfaitaire de prestations de chargement des camions / 7) + (Prix forfaitaire d'une journée de récolte / 5)

7.3 Attribution de l'accord-cadre

Chaque lot de l'accord-cadre sera attribué au(x) candidat(s) dont les offres se révéleront les plus avantageuses, compte tenu des critères pondérés énoncés à l'article 7.2 ci-dessus.

Chaque attributaire du marché sera invité à fournir les attestations et certificats délivrés par les organismes compétents prouvant qu'il a satisfait à ses obligations sociales et fiscales au 31 décembre de l'année précédente (cf. article R.2144-7 du code de la commande publique).

Si le candidat retenu ne peut produire dans le délai fixé par le courrier lesdites attestations et certificats, son offre est rejetée. Une demande identique sera alors adressée, dans les mêmes conditions, à l'opérateur économique suivant dans le classement des offres.

L'ONF pourra, à tout moment, ne pas donner suite à la procédure pour des motifs d'intérêt général.

8. TRAITEMENT DES OFFRES ANORMALEMENT BASSES

Conformément à l'article R.2152-3 du code de la commande publique, dans le cas où leur offre paraîtrait anormalement basse, les candidats devront être en mesure de fournir toutes les justifications sur la composition de l'offre qui leur seront demandées par l'ONF pour lui permettre d'apprécier si l'offre de prix proposée est susceptible de couvrir les coûts de l'accord-cadre.

Si les informations fournies ne permettent pas au candidat de justifier son prix, il pourra être rejeté.

9. PIECES A REMETTRE PAR LE CANDIDAT ATTRIBUTAIRE

Les pièces à remettre sont :

➤ Quand le cocontractant est établi en FRANCE

1° Un certificat de régularité fiscale à jour au 31 décembre de l'année n-1 ;

2° Un certificat de fourniture des déclarations sociales et de paiement des cotisations et contributions de sécurité sociale prévue à l'article L. 243-15 du Code de la sécurité sociale émanant de l'organisme de protection sociale chargé du recouvrement des cotisations et des contributions datant de moins de six mois dont le pouvoir adjudicateur s'assure de l'authenticité auprès de l'organisme de recouvrement des cotisations de sécurité sociale, puis tous les six mois jusqu'à la fin du marché ;

3° La liste nominative des salariés étrangers soumis à autorisation de travail.

Le pouvoir adjudicateur se fait ensuite remettre le document à jour tous les six mois jusqu'à la fin du marché.

➤ **Quand le cocontractant est établi à l'étranger**

1° - Un certificat de régularité fiscale à jour au 31 décembre de l'année n-1 ;

2° **Dans tous les cas**, les documents suivants :

a) Un document mentionnant son numéro individuel d'identification attribué en application de l'article 286 ter du code général des impôts.

Si le cocontractant n'est pas tenu d'avoir un tel numéro, un document mentionnant son identité et son adresse ou, le cas échéant, les coordonnées de son représentant fiscal ponctuel en France ;

b) Un document attestant de la régularité de la situation sociale du cocontractant au regard du règlement (CE) n° 883/2004 du 29 avril 2004 ou d'une convention internationale de sécurité sociale et, lorsque la législation du pays de domiciliation le prévoit, un document émanant de l'organisme gérant le régime social obligatoire et mentionnant que le cocontractant est à jour de ses déclarations sociales et du paiement des cotisations afférentes, ou un document équivalent ou, à défaut, une attestation de fourniture des déclarations sociales et de paiement des cotisations et contributions de sécurité sociale prévue à l'article L. 243-15 du code de la sécurité sociale. Dans ce dernier cas, le pouvoir adjudicateur doit s'assurer de l'authenticité de cette attestation auprès de l'organisme chargé du recouvrement des cotisations et contributions sociales.

Puis le pouvoir adjudicateur se fait remettre le document à jour, tous les six mois jusqu'à la fin du marché.

3° Lorsque l'immatriculation du cocontractant à un registre professionnel est obligatoire dans le pays d'établissement ou de domiciliation, l'un des documents suivants :

a) Un document émanant des autorités tenant le registre professionnel ou un document équivalent certifiant cette inscription ;

b) Un devis, un document publicitaire ou une correspondance professionnelle, à condition qu'y soient mentionnés le nom ou la dénomination sociale, l'adresse complète et la nature de l'inscription au registre professionnel ;

c) Pour les entreprises en cours de création, un document datant de moins de six mois émanant de l'autorité habilitée à recevoir l'inscription au registre professionnel et attestant de la demande d'immatriculation audit registre.

10. DOCUMENTS ET RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES

Pour obtenir tous les renseignements complémentaires d'ordre administratif, juridique ou technique qui leur seraient nécessaires au cours de leur étude, les candidats devront faire parvenir leur demande au plus tard 12 jours avant la date limite de réception des offres.

Les renseignements complémentaires éventuels sur le dossier de consultation seront communiqués par l'ONF 8 jours au plus tard avant la date limite fixée pour la réception des candidatures.

Si la nature des renseignements l'exige, une réponse sera alors adressée en temps utile à toutes les entreprises ayant retiré le dossier.

11. DELAI DE MODIFICATION DE DETAIL AU DOSSIER DE CONSULTATION DES OPERATEURS ECONOMIQUES

L'ONF se réserve le droit d'apporter des modifications de détail au dossier de consultation, en les portant à la connaissance des candidats, le cas échéant par avis de publicité modificatif, au plus tard 8 jours avant la date limite fixée pour la réception des offres. Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier modifié sans pouvoir élever aucune réclamation à ce sujet.

Ce délai est décompté à partir de la date d'envoi, par l'ONF, du dossier modifié aux candidats ayant retiré le dossier initial ou, lorsqu'un avis modificatif est publié, à compter de la date d'envoi de cet avis à la publication.

12. CLAUSE EN CAS D'EGALITE

En cas d'égalité entre deux ou plusieurs candidats ex aequo, les dispositions ci-dessous seront prises :

Etant donné que la procédure ne permet pas de négociation, et qu'une répartition entre candidats doit être choisie, il faut départager les candidats ex aequo, dans le respect des principes fondamentaux de la commande publique.

Pour cela, les dispositions suivantes s'appliqueront :

En premier : en cas d'égalité des offres tarifaires, le pouvoir adjudicateur ne souhaite pas déclarer sans suite, et souhaite départager les candidats. A offre tarifaire égale, c'est le candidat dont la note sur la valeur technique en « partie effectifs » la plus élevée qui sera retenu.

En 2eme : C'est le candidat dont la note sur la valeur technique en « partie connaissances en botanique forestière et qualité des récoltes » la plus élevée qui sera retenu.

En troisième et dernier : Un tirage au sort avec invitation des deux candidats sera organisé.